

# Les examens territoriaux de l'OCDE : Mexico

**Quels sont les phénomènes nouveaux auxquels Mexico est confrontée ?**

**Mexico est-elle compétitive dans le contexte mondial ?**

**Comment accroître la compétitivité de la région ?**

**Quels doivent être les axes clés du développement des entreprises ?**

**Comment développer le capital humain de la ZMM ?**

**Qu'en est-il de la régénération urbaine ?**

**Quels sont les problèmes à résoudre pour améliorer la gouvernance métropolitaine ?**

**Comment créer une vision métropolitaine commune ?**

**Quels mécanismes budgétaires pourraient améliorer la coopération métropolitaine ?**

**Comment une Agence métropolitaine de développement pourrait-elle aider Mexico ?**

**Pour plus d'informations**

**Références**

**Où nous contacter ?**

## Introduction

L'extraordinaire expansion qu'a connue Mexico – aujourd'hui l'une des régions métropolitaines les plus vastes du monde – fait aujourd'hui place à une nouvelle dynamique de développement. La Zone Métropolitaine de Mexico (ZMM), qui compte environ 18.4 millions d'habitants, traverse maintenant une double phase de transition, qui se caractérise par le passage d'une forte croissance démographique à une relative stabilité accompagnée d'une redistribution spatiale, et celui d'une économie industrielle déclinante, centrée sur les marchés nationaux, à une économie à base de services ouverte sur la concurrence internationale.

Dans ce contexte, grâce à sa concentration en sièges d'entreprises et établissements d'éducation et de recherche, à l'importance de ses flux d'IDE et à sa richesse culturelle, la Zone Métropolitaine de Mexico (ZMM) présente un vrai potentiel de croissance. Cependant, cette croissance est freinée par le faible niveau du capital humain, l'insuffisance des infrastructures et la présence massive de la pauvreté et de l'insécurité. Qui plus est, le système actuel de gouvernance, où il y a peu de coordination entre les différentes entités qui régissent la zone métropolitaine, représente un obstacle au développement de la région auquel il importe de remédier.

Les pressions nouvelles qui s'exercent sur Mexico sont en fait de dimension métropolitaine ; il faut donc les traiter par une stratégie plus globale qui repose sur des logiques d'intérêt commun et de solutions partagées par les différentes juridictions administratives. L'amélioration de la compétitivité de la zone métropolitaine suppose une action dans trois domaines : le développement des entreprises, le développement des compétences et la rénovation urbaine. S'agissant de la gouvernance, il importe de construire un engagement politique fort autour d'une nouvelle vision métropolitaine, et en même temps de mettre en place des mécanismes incitatifs propres à créer un climat de coopération pour la conception et la mise en œuvre d'une stratégie métropolitaine de développement qui permette de faire face aux problèmes urgents en même temps que d'exploiter les potentiels qu'offre la zone métropolitaine.

La présente synthèse fait le point de ces questions et des recommandations formulées dans la nouvelle publication intitulée : *Examens territoriaux de l'OCDE : Mexico*. ■

## Quels sont les phénomènes nouveaux auxquels Mexico est confrontée ?

Mexico a connu au cours de la période 1950-80 une **expansion démographique extraordinaire**. En 1950, la population de la ville était de 2.9 millions d'habitants ; en 1970, elle atteignait 9.3 millions et s'étendait rapidement sur le territoire de l'État de Mexico. Au cours des années 70, et en dépit de plusieurs programmes visant à promouvoir la déconcentration urbaine, la population a progressé de plus de 50 pour cent et l'extension urbaine s'est encore accentuée. Aujourd'hui, la ZMM comprend les 16 *delegaciones* du District Fédéral, les 58 municipalités de l'État de Mexico et une de l'État de Hidalgo. La période de croissance et d'expansion ininterrompue cède maintenant la place à de profonds changements de la dynamique qui façonne la structure de la ville. Au sein de la zone métropolitaine, les centres industriels anciens se restructurent et certaines fractions de la population déménagent vers les municipalités périphériques de l'État de Mexico, qui ont continué de croître à un rythme annuel de 1.6 pour cent en moyenne entre 1990 et 2000. C'est ainsi que la part du District Fédéral dans le PIB de la ZMM, de 80 pour cent en 1970, est descendue à 71 pour cent en 2000.

Mexico s'est donc transformée en une région métropolitaine de structure complexe ; ce n'est plus simplement un centre riche, bien équipé en services, entouré d'une périphérie qui en est sous-dotée. Par exemple, si la ZMM est relativement riche globalement, elle comprend un grand nombre d'individus pauvres : environ 60 pour cent de la population métropolitaine. L'écart continue de se creuser entre les municipalités accessibles et sûres où résident les classes moyennes et les municipalités plus pauvres, mais souvent proches géographiquement. Particulièrement inquiétante est la tendance à la **polarisation spatiale de segments de plus en plus pauvres de**

**la population**, dans des zones souvent caractérisées par une insuffisance d'accès à des services clés comme la santé et l'éducation, et un manque de sécurité. Les problèmes d'insécurité ne sont d'ailleurs pas circonscrits à de tels endroits ; ils touchent aussi de nombreuses autres zones de la région métropolitaine. Ils constituent un défi majeur, du fait de leur impact non seulement sur la qualité de vie des habitants, mais aussi sur l'image de la région et par conséquent sa capacité d'attirer et de retenir les investissements et le tourisme. ■

## Mexico est-elle compétitive dans le contexte mondial ?

Globalement, comparée aux autres régions métropolitaines de l'OCDE, la ZMM affiche un PIB réel faible par habitant, dû principalement à sa **faible productivité moyenne** (inférieure de 48 % à la moyenne des zones métropolitaines de l'OCDE), aux faiblesses de son marché du travail et aux conditions générales difficiles liées à la pauvreté et à l'insuffisance des infrastructures et des services de base. Quelques secteurs industriels (pharmacie, automobile, imprimerie et édition), caractérisés par une forte intensité en capital, des flux importants d'IDE et des opérations transnationales, ont affiché une croissance et des gains de productivité. Cependant, ces exemples de bonnes performances ne semblent pas s'étendre au reste de la zone métropolitaine, où dominant des niveaux de productivité très bas dus aux faibles niveaux d'instruction et à l'insuffisance d'investissements dans le développement du capital humain, ainsi qu'à l'insuffisance de liens entre la recherche et l'industrie qui permettraient de faciliter et de diffuser l'innovation. Globalement, les caractéristiques les plus marquantes de l'économie métropolitaine sont la consolidation du secteur tertiaire en tant que moteur de l'économie régionale (on estime qu'en 2003 75 pour cent de la population active était employée dans les services), le déclin de la production industrielle, l'affaiblissement de la capacité des grandes entreprises à générer de l'emploi et de leur compétitivité sur les marchés internationaux, et la multiplication des petites et micro-entreprises, à la fois dans les secteurs formel et informel.

La transformation de l'économie a eu d'importantes répercussions sur le marché du travail local. Bien que le déclin des activités industrielles se soit accompagné d'une croissance de l'emploi dans le secteur des services, la capacité du marché du travail formel à absorber les anciens ouvriers est limitée, et l'écart entre l'offre et la demande de main-d'œuvre a conduit au développement d'activités informelles plus qu'à un chômage visible.

Malgré ces faiblesses, la ZMM possède des avantages compétitifs et des potentiels inexploités. L'importance des flux d'investissements directs de l'étranger et la présence de sièges de grandes entreprises ainsi que le niveau élevé des services aux entreprises, la concentration des établissements d'éducation et de recherche et la richesse du patrimoine historique et culturel local sont autant d'atouts sur lesquels appuyer son développement. ■

### Comment accroître la compétitivité de la région ?

Compte tenu des problèmes économiques et sociaux auxquels la région est confrontée, on peut identifier trois domaines où l'action publique permettrait d'améliorer la compétitivité et par conséquent la productivité et l'emploi, ce qui apporterait des avantages importants à l'ensemble de la région.

- Le **développement des entreprises**, avec des efforts particuliers sur le rattrapage du retard des petites et moyennes entreprises en matière de technologie et d'information.
- Le **développement du capital humain**, axé sur la mise à niveau des compétences, en particulier en assurant l'accès à la formation initiale ou continue, afin d'améliorer le fonctionnement du marché du travail.
- Le **développement urbain**, axé sur la coordination des différentes actions actuellement en cours pour revitaliser les quartiers historiques de Mexico, de façon à en renforcer le potentiel touristique et à enclencher une rénovation urbaine plus large. ■

### Quels doivent être les axes clés du développement des entreprises ?

Malgré la forte présence de sièges de grandes entreprises, près de 98 pour cent des entreprises de la ZMM sont en réalité des micro, petites et moyennes entreprises, dont beaucoup se caractérisent par un équipement obsolète, une faible culture de l'innovation et un accès médiocre aux nouvelles technologies. Elles présentent un fort retard technologique par rapport au segment relativement restreint des entreprises exportatrices internationalement compétitives présentes dans la région. Mais si le problème du manque d'accès aux équipements modernes est flagrant, le manque d'information sur les méthodes et processus de production est lui aussi un frein à la productivité de beaucoup d'entreprises, voire de secteurs entiers de l'économie. Leur faiblesse dans des domaines comme la normalisation et le contrôle de qualité rend difficile la mise en place de filières de production en étroite coopération entre PME et grandes entreprises plus compétitives. Il est **capital de combler les retards en matière de technologie et d'information**, afin de permettre aux petites industries d'augmenter leur productivité et de réduire ainsi la polarisation de l'économie. Il existe à Mexico de nombreuses concentrations sectorielles, mais peu se caractérisent par des processus de coopération solides.

Améliorer la capacité des petites entreprises à collaborer entre elles pour saisir des opportunités communes exige **une approche plus focalisée du développement des entreprises**. À titre d'exemple, une stratégie qui offre des moyens efficaces pour organiser et assurer les services collectifs est celle des **grappes industrielles**. ■

### Comment développer le capital humain de la ZMM ?

Comme sa base d'entreprises, le stock de capital humain de la région souffre d'un sous-investissement et d'un manque d'efficacité des dépenses d'éducation. Si l'on veut que la phase de transition actuellement traversée par l'économie de la région ne s'accompagne pas de phénomènes d'exclusion et d'un renforcement d'un secteur informel déjà très

vaste, il faut impérativement trouver une solution à **l'inadaptation entre la demande et l'offre de main-d'œuvre**. Pourtant, plusieurs facteurs interdépendants – la couverture relativement faible et le manque d'accessibilité du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, le choix limité des formations, et des structures du marché du travail qui ne favorisent pas la formation en cours d'emploi – font que l'adaptation à la demande de nouvelles compétences est lente. Le gouvernement fédéral se trouve confronté au problème d'accroître la flexibilité et de réduire les rigidités du marché du travail tout en renforçant l'attractivité relative du secteur formel et en évitant les pressions à la baisse sur les salaires. Les rigidités réduisent en effet les incitations des entreprises à recruter et former de nouveaux salariés. Dans le cas spécifique de Mexico, l'inégalité de la distribution territoriale de l'offre de formation des adultes, conjuguée aux vastes dimensions de la zone métropolitaine, pose des problèmes supplémentaires d'accès à des formations en dehors de l'entreprise.

On a vu au cours des dernières années se dégager l'idée que le développement du capital humain dans un contexte régional appelle une politique qui conjugue formation et programmes actifs décentralisés. Cette approche repose principalement sur une offre de services géographiquement ciblés de façon à corriger les déséquilibres du marché du travail régional. Particulièrement répandue aux États-Unis, elle pourrait s'avérer intéressante également dans le cas de Mexico, malgré les rigidités des structures nationales du cadre national du marché du travail. L'expérience de plusieurs pays de l'OCDE montre que des organismes à but non lucratif privés ou semi privés peuvent avoir une influence majeure sur les activités de développement des compétences de la main-d'œuvre. Ils peuvent en effet faire le lien entre la planification stratégique du développement économique et les besoins plus spécifiques de certains secteurs ou localités, en assurant le regroupement ou au moins la coordination des fonds publics et privés de sources diverses, et la mise en œuvre dans des zones cibles de programmes spécialisés inspirés de la base. Cependant, c'est difficile à réaliser avec les institutions actuelles de la région de Mexico, du fait de la séparation des ressources entre les différentes entités administratives.

Certaines fonctions mériteraient à Mexico d'être mises en œuvre par une instance interadministrations telle que l'Agence métropolitaine de développement envisagée. Une innovation importante consisterait par ailleurs à **faire davantage appel pour les activités de développement du capital humain à des sources de financement privées.** ■

### Qu'en est-il de la régénération urbaine ?

**Il ne faut pas négliger le potentiel de croissance de l'industrie métropolitaine du tourisme.** En effet, entre le centre historique de Mexico et les quartiers historiques périphériques, on compte environ 1 500 sites inscrits au patrimoine culturel mondial de l'UNESCO. Or, en dépit de nombreux programmes de reconstruction et de réhabilitation (en particulier après le tremblement de terre de 1985 qui a endommagé une grande partie de la ville), le centre historique reste marqué par le dépeuplement, la dégradation physique et la perte d'un grand nombre de ses fonctions centrales. Or, son importance est grande car il est le centre symbolique non seulement de la métropole mais aussi du pays, et son patrimoine culturel, historique et architectural est exceptionnellement riche. Il existe actuellement un projet d'extension de ce périmètre, pour créer la « cité historique de Mexico » qui sera déclarée « zone de patrimoine protégé » aux termes de la loi générale de développement urbain du District Fédéral. Étant donné l'énorme importance symbolique et politique de cette nouvelle entité territoriale, sa création pourrait avoir un impact considérable sur le relèvement d'un patrimoine culturel qui appartient à tous les Mexicains ; l'image de Mexico s'en trouverait améliorée, et par conséquent son potentiel touristique.

À cet égard, la ZMM aurait avantage à s'inspirer des expériences intéressantes d'autres villes-centres historiques de différents pays de l'OCDE, où d'importants efforts ont été menés au niveau de la zone métropolitaine pour rénover le patrimoine historique et en améliorer l'accessibilité. Le dénominateur commun de toutes ces expériences est le constat que la rénovation physique ne suffit pas, mais qu'il faut aussi « inventer » pour ces zones des dynamiques économiques et sociales spécifiques. La

régénération du centre historique de Mexico et des autres zones historiques et archéologiques plus périphériques suppose à la fois un engagement des pouvoirs publics sur le long terme, la participation de la société civile et du secteur privé, et un mécanisme qui permette aux différents acteurs de travailler ensemble dans un contexte dynamique.

Le plan stratégique qui sera établi pour cette zone devra offrir au secteur privé des garanties suffisantes quant au respect, dans la durée, des cadres juridique et réglementaire et des niveaux d'investissements publics. Parallèlement, la société civile attend des pouvoirs publics qu'ils supervisent la participation du secteur privé, et qu'ils veillent à ce que le développement se fasse conformément aux plans établis et à ce que les processus de prise de décision soient transparents et ne s'enlisent pas dans la paperasserie administrative.

Tout ceci explique pourquoi dans la plupart des cas on a confié à un organisme parapublic ou à but non lucratif la tâche de gérer le projet. Dans ce schéma, la société civile informe les pouvoirs publics des désirs et aspirations des citoyens, les pouvoirs publics mettent en place un cadre réglementaire et des instruments incitatifs, et le secteur privé répond aux évolutions du marché local des investissements. ■

### Quels sont les problèmes à résoudre pour améliorer la gouvernance métropolitaine ?

Dans un système institutionnel aussi complexe, et compte tenu de la dimension régionale de la plupart des problèmes, une coordination efficace entre les gouvernements du District Fédéral et des États de Mexico et de Hidalgo est indispensable. Individuellement, les différentes entités gouvernementales ont peu de latitude pour réaliser des changements radicaux ; **la question clé est donc de trouver comment les instances nationales et régionales peuvent travailler ensemble**, selon leurs compétences et pouvoirs respectifs. La résolution des problèmes de la région métropolitaine dépend pour une grande part d'une coopération plus étroite et plus efficace entre ces divers acteurs. L'existence

d'organes de coordination et d'instruments de planification montre que les autorités nationales et locales sont bien conscientes de la nécessité d'une politique coordonnée au sein de la région métropolitaine. Les instruments destinés à encourager cette coordination ont considérablement évolué au fil du temps ; néanmoins, on a le sentiment que cela n'a pas encore débouché sur une stratégie métropolitaine globale, et qu'une collaboration effective reste un processus difficile et lent. Le problème n'est pas l'absence de mécanismes institutionnels, mais le fait que les principales structures de mise en œuvre des politiques correspondent aux divisions politico-administratives et qu'en comparaison les instruments « métropolitains » sont relativement faibles. **Les nombreuses institutions chargées de la coordination à ce niveau n'ont pas toujours exactement la même « vision » métropolitaine.** Il s'ensuit une certaine confusion quant aux objectifs que chacune doit poursuivre et à la manière dont les actions doivent être mises en œuvre, coordonnées et suivies.

L'un des principaux obstacles à une coordination efficace est la complexité du système budgétaire de la région. Le District Fédéral et ses *delegaciones* ont en effet un régime totalement différent de celui des États et de leurs municipalités, par les niveaux de recettes comme par le champ des dépenses. Le District Fédéral reçoit du gouvernement fédéral des dotations (*participaciones* et *aportaciones*) mais, contrairement aux États, il possède aussi des ressources propres de recettes fiscales, qui ne sont pas négligeables. Sur le plan des dépenses, la disparité entre le District Fédéral et les États est encore plus marquée, du fait en particulier qu'une grande proportion des dépenses du gouvernement fédéral dans la région se concentre sur le District Fédéral où il conserve certaines fonctions statutaires. Au niveau purement local, il y a peu de différence entre les dépenses des diverses *delegaciones* ou des diverses municipalités de la ZMM. En revanche, il y a une différence notable entre les dépenses du District Fédéral et de l'État de Mexico. Le District Fédéral dépense presque deux fois plus par personne (8 097 pesos en moyenne) que l'ensemble des municipalités de la ZMM et de l'État de Mexico (4 435 pesos en moyenne). Ces asymétries de

recettes et de dépenses entre le District fédéral et le reste de la ZMM, conjuguées aux différences de régimes administratifs et réglementaires, rendent extrêmement difficile la coordination des politiques et des investissements, et représentent pour l'économie métropolitaine des coûts importants.

L'Examen territorial a montré que le système actuel de gouvernance métropolitaine présentait trois grandes faiblesses :

- **L'absence d'une vision métropolitaine claire et largement partagée.**
- **La présence d'importantes asymétries fiscales et réglementaires.**
- **Le besoin urgent d'une nouvelle institution dynamique capable de coordonner l'action dans le domaine de la compétitivité économique.**

En réponse à ces trois problèmes, l'Examen territorial par l'OCDE de Mexico suggère des lignes d'action à suivre pour donner une réalité plus concrète au concept encore flou de politique métropolitaine. ■

## Comment créer une vision métropolitaine commune ?

La notion de coopération métropolitaine appelle un engagement politique autour d'un consensus. Une première étape importante consisterait à mettre au point une déclaration affirmant clairement les intérêts communs et la volonté des différentes entités de définir une vision commune du rôle de la région métropolitaine. Avant de développer une stratégie et des mécanismes pour la mettre en œuvre, il importe en effet de définir clairement la nature du « projet » régional métropolitain. Il faut également expliquer pourquoi le District Fédéral, les États de Mexico et de Hidalgo et les diverses *delegaciones* et municipalités dépendent les uns des autres. La « vision » régionale consiste essentiellement en un constat des intérêts communs et un engagement à coopérer à la réalisation d'objectifs communs et acceptés de tous. Comme pour la plupart des villes-régions analogues, cette vision doit prendre en compte la diversité des identités qui la composent, afin de promouvoir leurs complémentarités et leurs interdépendances, tout en reconnaissant leurs différences et leurs caractéris-

tiques distinctives. En tant que charte politique, la déclaration en question devrait être formulée sous l'égide des Chefs de gouvernement du District Fédéral et des États, mais l'élaboration de la vision sur laquelle elle repose pourrait se faire par un processus consultatif plus large faisant appel à différents acteurs publics et privés. ■

## Quels mécanismes budgétaires pourraient améliorer la coopération métropolitaine ?

Le deuxième élément important d'un nouveau cadre de gouvernance métropolitaine impliquerait **la mise au point de mécanismes de partage ou de redistribution des ressources au niveau métropolitain**, afin de favoriser tout à la fois la coopération et une utilisation plus efficace et plus responsable des ressources. Des incitations fiscales, notamment à la mise en place de mécanismes de coopération volontaire, pourraient être particulièrement utiles dans la ZMM. De telles incitations sont actuellement expérimentées par de nombreux pays de l'OCDE. Leur objectif est d'encourager la coopération en subordonnant les transferts à certaines conditions, par exemple en stipulant que les fonds ne peuvent être obtenus que si les projets impliquent la participation de plus d'un gouvernement. Ces incitations, ainsi que d'autres mécanismes contractuels, peuvent revêtir différentes formes, mais doivent en tout état de cause présenter trois caractéristiques principales. Premièrement, un gouvernement de niveau supérieur (par exemple le gouvernement central) intervient dans la fixation des règles du jeu. Dans le cas de la ZMM, les règles en question viseraient sans doute à obtenir une coopération entre municipalités, entre États et municipalités ou entre les États, et pourraient se limiter aux projets d'amélioration des infrastructures dans des secteurs fondamentaux comme l'eau ou les transports. Deuxièmement, le financement est concurrentiel : les propositions de projets sont évaluées en fonction de leur qualité et tous n'obtiennent pas de financement. Troisièmement, il doit y avoir co-financement : pour obtenir un financement, les gouvernements demandeurs peuvent être tenus d'engager eux-mêmes des ressources et/ou d'en obtenir auprès d'autres entités publiques ou privées. ■

## Comment une Agence métropolitaine de développement pourrait-elle aider Mexico ?

En matière de renforcement de la compétitivité, un instrument plus souple et dynamique est nécessaire pour mettre en œuvre efficacement les politiques. Les priorités décrites plus haut en matière de compétitivité impliquent à la fois une approche trans-sectorielle et une grande attention à l'environnement des entreprises. Une **Agence métropolitaine de développement**, agissant en tant que principal responsable de la mise en œuvre d'une stratégie de compétitivité pour la région, coordonnerait l'action dans les domaines liés à l'amélioration de la productivité des entreprises, à l'accroissement des investissements (par exemple dans le centre historique) et au développement des compétences. Globalement, cet organisme posséderait les caractéristiques suivantes, communes à la plupart des Agences régionales de développement des pays de l'OCDE :

- La mission et les objectifs généraux sont définis par les autorités de tutelle auxquelles l'agence doit rendre des comptes.
- Elle est chargée de traduire les objectifs généraux en projets et programmes opérationnels.

- Elle oriente principalement son action sur le marché du travail et les entreprises et assure notamment l'organisation, ou tout au moins de coordination, des programmes régionaux de soutien aux entreprises et de valorisation de la main-d'œuvre.
- Elle est chargée de ou étroitement associée à la promotion et au traitement des investissements venus de l'extérieur et plus généralement au marketing de la région.
- Elle collabore avec les agences de développement locales ou sectorielles dont les produits participent à la réalisation des objectifs généraux (autrement dit, elle ne remplace pas les organes spécialisés).

Un tel organisme serait constitué de façon à maintenir des liens étroits avec les différentes entités gouvernementales de la région, tout en restant institutionnellement distincte. Il importe avant tout qu'il puisse déployer dans la mise en œuvre des politiques des capacités de souplesse, de relations avec les entreprises et de sensibilité aux besoins locaux que les pouvoirs publics ne peuvent offrir. ■

### Pour plus d'informations

Pour plus d'informations sur cette synthèse, s'adresser à : Nicola Crosta, Tél. : (33-1) 45 24 98 45 (Mél : [nicola.crosta@oecd.org](mailto:nicola.crosta@oecd.org)). ■

### Références

- OCDE 2004, **Examens territoriaux de l'OCDE Mexico**, Publications de l'OCDE, Paris [www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop).
- OCDE 2003, **Examens territoriaux de l'OCDE Mexique**, Publications de l'OCDE, Paris.
- Visitez notre site relatif à la gouvernance territoriale [www.oecd.org/gov/territorialgovernance](http://www.oecd.org/gov/territorialgovernance).

**Vous pouvez acheter en toute sécurité les publications  
de l'OCDE par l'intermédiaire de la librairie en ligne de l'OCDE**  
[www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques,  
Direction des relations publiques et de la Communication.  
Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.

### Où nous contacter ?

#### ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE  
de BERLIN  
Schumannstrasse 10  
D-10117 BERLIN  
Tél. : (49-30) 288 8353  
Fax : (49-30) 288 83545  
E-mail :  
berlin.contact@oecd.org  
Internet :  
[www.oecd.org/deutschland](http://www.oecd.org/deutschland)

#### ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE  
de WASHINGTON  
2001 L Street N.W.,  
Suite 650  
WASHINGTON D.C. 20036-4922  
Tél. : (1-202) 785 6323  
Fax : (1-202) 785 0350  
E-mail :  
washington.contact@oecd.org  
Internet : [www.oecdwash.org](http://www.oecdwash.org)  
Toll free : (1-800) 456 6323

#### FRANCE

Siège de l'OCDE de PARIS  
2, rue André-Pascal  
75775 PARIS Cedex 16  
Tél. : (33) 01 45 24 81 67  
Fax : (33) 01 45 24 19 50  
E-mail : [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

#### JAPON

Centre de l'OCDE de TOKYO  
Nippon Press Center Bldg  
2-2-1 Uchisaiwaicho,  
Chiyoda-ku  
TOKYO 100-0011  
Tél. : (81-3) 5532 0021  
Fax : (81-3) 5532 0035  
E-mail : [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)  
Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

#### MEXIQUE

Centre de l'OCDE  
du MEXIQUE  
Av. Presidente Mazaryk 526,  
Colonia: Polanco,  
C.P. 11560  
MEXICO D.F.  
Tél. : (00.52.55) 9138 6233  
Fax : (00.52.55) 5280 0480  
E-mail :  
[mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)  
Internet :  
[www.ocdemexico.org.mx](http://www.ocdemexico.org.mx)

Les Synthèses de l'OCDE sont disponibles sur le site Internet de l'OCDE

[www.oecd.org/publications/Pol\\_brief/index-fr.htm](http://www.oecd.org/publications/Pol_brief/index-fr.htm)